

Univers-nature - Pourriez-vous nous présenter brièvement le Groupe Loup France ?

Jacques Baillon - Il y a parmi nous pas mal de bons connaisseurs du loup, quelques personnages connus, comme la pianiste Hélène Grimaud par exemple, mais aussi quelques éleveurs, élus, ou bergers qui ne sont pas des "anti-loups primaires" et qui cherchent avec nous des solutions pour que grands carnivores et troupeaux puissent cohabiter. Notre Président d'honneur était Robert Hainard. On entretient des relations suivies avec pas mal d'organisations de défense du loup d'autres pays. Parmi nos dernières actions : l'organisation de stages sur la problématique loup, à la demande du ministère de l'Environnement (ATEN) à usage des personnels des parcs nationaux. Le premier a été organisé l'an dernier dans la Sierra de la Culebra, en Espagne, le second va se dérouler dans quelques jours dans les Carpathes roumaines. Nous allons également participer à un séminaire organisé pour informer les directeurs régionaux de l'Environnement. Nous avons aussi donné des chiens de protection à une dizaine d'éleveurs, et cet été, nous allons rénover deux cabanes pastorales, dans le cadre de chantiers de bénévoles, etc...

Question reçu par email - Pourquoi deux associations pour le loup en France (Mission Loup et GLF) ? Le monde associatif est suffisamment divisé pour ne pas en rajouter sur le loup. En plus en quoi votre discours serait plus efficace ?

Jacques Baillon - La mission Loup de FNE n'est pas une association, mais une structure dépendant du réseau Faune de FNE. Elle a été créée à l'initiative de 23 organisations qui s'étaient réunies il y a quelques années à Avignon (dont le Groupe Loup France), justement pour favoriser l'unité d'action. Puis elle a fonctionné en parallèle, je dirai en "petit comité", voire en concurrence avec les associations existantes, ce qui a fini par poser des problèmes de fond quant à l'existence même de cette structure, à son rôle, et à ses rapports avec les associations (c'est mon opinion). Nous avons été, un temps, membres de FNE, puis nos représentants ont été exclus de la Mission Loup. Aujourd'hui, FNE souhaite que l'on rejoigne à nouveau la structure fédérale, en même temps qu'ARTUS avec qui nous collaborons par ailleurs.

Actuellement, on constate un nouvel engouement pour des actions communes. Comme par exemple à l'occasion de la préparation de la manifestation du 25 mars. Un collectif de défense du loup s'est créé, car il est clair qu'il n'y a pas que le GLF ou la Mission Loup FNE qui s'activent. Il y a aussi l'ASPAS, le WWF, la SNPN, la SFEPM, les FRAPNA, et bien d'autres, dont des organisations nouvellement acquises à la conservation du loup, comme par exemple des ONG de défense animale telles que la SPA ou Talis. Le Groupe Loup France a dit, redit et écrit qu'il souhaitait que l'ensemble des associations de défense du loup coopèrent. Fédérées ou pas dans FNE, et que nous devions créer un mouvement puissant. Nous avons fait des propositions précises en ce sens au réseau Nature de FNE, et nous ne revendiquons pas l'exclusivité ! Il faut se partager le travail si l'on veut être plus efficace. Les discussions vont se poursuivre. Tout cela, au delà du loup, pose le problème récurrent de l'émiettement associatif, donc du "pouvoir" ou de la représentativité des uns et des autres et ce n'est évidemment pas simple à gérer.

Question reçu par email - Les positions de GLF sont souvent plus "molles" que celle de la Mission Loup, pourquoi ?

Jacques Baillon - Elles peuvent apparaître "molles" à des personnes qui ne connaissent pas le problème (ou qui sont mal intentionnées). En fait, je crois que c'est plus une question de "style" et de méthodes qui est posée. Car sur le fond il n'y a pas de divergences fondamentales (FNE nous a d'ailleurs proposé de contribuer à la rédaction de son nouveau "manifeste" pour le loup).

Nous sommes clairement pour la présence du loup partout en France, comme cela est d'ailleurs indiqué dans nos statuts, mais nous préconisons aussi le dialogue avec le monde rural afin qu'il finisse par prendre sa part à la préservation de la nature. Il n'y a pas de raisons qu'il reste à l'écart. Les consommateurs, les industries, les Etats, font des efforts pour s'adapter aux impératifs de la préservation de la nature. Le monde agricole doit s'y mettre et on doit l'y aider. L'invective n'est pas un bon moyen. Raison supplémentaire : c'est lui qui dispose des moyens de flinguer et de répandre du poison. Nous avons des alliés, des sympathisants, et même des amis dans ce milieu. Si on veut les convaincre, il faut dialoguer avec lui. Comprendre ses problèmes. Encourager ceux qui ne se reconnaissent pas dans les discours extrémistes des syndicats agricoles. Ils sont plus nombreux qu'on le croit, mais restent silencieux. Evidemment c'est difficile, mais c'est la seule voie - pragmatique et conciliante - qui nous paraît être la bonne pour arriver à sauver définitivement nos quelques ours et loups. Quant à la "mollesse", je voudrais seulement rappeler que nous sommes - nous GLF - à l'initiative de la bagarre générale contre le rapport Chevalier et que le GLF assume actuellement une grande part du travail dans l'organisation des manifestations "pro-loup" de Paris. Je crois que nous avons réussi à sortir de la torpeur le monde associatif.

Diffuser des communiqués à des personnes déjà convaincues d'avance, c'est bien. Agir plus fortement, c'est mieux. Nous avons également signifié à l'avocate de l'ASPAS que nous soutenions complètement les plaintes déposées par cette association contre les instigateurs des battues. Nous ne sommes donc pas "mous", mais nous essayons d'être efficaces et d'aller un peu au delà des positions de principe. Par exemple nous avons admis qu'il faudrait probablement décréter le loup "indésirable" dans certaines régions (comme le Larzac par exemple) où l'on ne voit pas bien comment il serait possible de faire coexister élevage intensif et grands carnivores sauvages, sans que cela ne soit une perpétuelle bataille avec les agriculteurs. Perpétuelle et inextricable.

Question reçu par email - J'aimerais connaître le nombre de loups que l'on estime vivre en France aujourd'hui ?

Jacques Baillon - Une trentaine, probablement. Peut-être plus (dont cinq meutes en Mercantour).

Question reçu par email - A quel rythme se reproduisent les meutes de loups, et donc combien seront-ils en France dans 10 ou 20 ans ?

Jacques Baillon - L'ami Philippe Huet a écrit un amusant article dans le magazine "Quo" de janvier. Il s'est ingénié à calculer, en prenant un tas de critères sérieux en compte, combien il pourrait y avoir de loups en France... en 2050. Il arrive à un chiffre de 2700 ! Plus sérieusement, si l'on tient compte de la chasse, du braconnage, des empoisonnements, de la mortalité naturelle... et surtout de l'incompréhension des hommes en général, il est possible que dans 10 ans nous ayons 100 ou 200 loups. Pourquoi pas ? Rendez-vous en 2015 pour voir si ma réponse était juste !

Question reçu par email - Les éleveurs qui ne veulent pas protéger leur troupeaux sont-ils indemnisés en cas d'attaques, et quel est le montant des indemnités ? S'ils sont indemnisés, pourquoi l'Etat ne les oblige pas à se protéger ?

Jacques Baillon - Le montant des indemnités individuelles a été fixé par une concertation entre l'administration et les organisations agricoles. De mémoire, cela va de 600 francs à 1200 francs par mouton. Dans l'ensemble, les éleveurs ne se plaignent pas du montant.

Ils contestent surtout le manque à gagner, le travail à refaire etc. et ont bien souvent tendance à exagérer les dégâts des loups. Un bilan très complet de trois ans d'indemnités a été publié par l'Info-Loup, une publication du Ministère de l'Environnement.

Le plan loup en préparation actuellement semble vouloir prévoir l'arrêt des indemnisations en cas de refus de s'équiper de moyens de prévention. C'est une bonne chose. Le Groupe Loup France a demandé que les "Contrats Territoriaux d'Exploitation" (CTE) qui sont une sorte de contrat passé entre l'Etat et l'exploitation agricole, fassent figurer dans le volet environnemental, l'obligation de s'équiper. Nous voudrions que la multitude de primes actuelles soit remplacée par une prime unique dite "Prime pour travail dans des zones à grands prédateurs". Car il est évident que les petites exploitations ovines n'ont pas les moyens, actuellement, de faire cet effort financier d'équipement. L'arrivée du loup oblige les éleveurs à refonder leur activité. La collectivité (nos impôts) doit les y aider, en échange de la "non-destruction" de la faune sauvage.

Question reçu par email - Pensez-vous que le loup peut revenir partout en France, et le souhaitez-vous ?

Jacques Baillon - *C'est le loup qui décidera où il veut s'implanter. Il y avait autrefois des loups dans toute la France (sauf en Corse). La forêt a regagné du terrain depuis un siècle, les ongulés sont plus nombreux (parfois trop pour la forêt) , les mentalités changent. Il y a donc place pour le loup.*

Nous souhaitons son retour "partout où les conditions écologiques sont favorables", dans le respect des intérêts de l'élevage ovin.

Question reçu par email - Le loup mangeur d'homme, légende ?

Jacques Baillon - *Si un loup trouve un cadavre et qu'il a faim, il le mange. Moralité : ne laissons pas de cadavres traîner au bord des routes, comme au Moyen-âge !*

Le loup , sauf accident, n'attaque pas l'homme. Mais c'est un animal sauvage, carnivore, intelligent, puissant, organisé. Ce n'est pas un ange, pas un démon non plus. Les pitbulls sont beaucoup plus dangereux actuellement que le loup !!

Question reçu par email - Comment se fait-il qu'il n'y ait pas de problèmes avec les ours et les loups en Italie, et qu'en France on semble incapable de vivre avec ? Est-ce dû à un réel manque de fermeté de l'Etat, aux caractères franchouillard des éleveurs, etc. ?

Jacques Baillon - *C'est une légende de dire que cela se passe bien partout sauf en France. Partout où coexistent sur les mêmes territoires grands carnivores et troupeaux d'animaux domestiques, ces derniers sont exposés à leurs attaques. En Italie, il y a beaucoup de braconnage. L'Etat ferme les yeux. Tout le monde ferme les yeux. Idem en Espagne. Mais cela a moins d'importance qu'en France puisque les populations de loups sont dans ces pays numériquement importantes (2000 en Espagne, 600 en Italie). C'est du "zonage" sans le dire ! Il n'y a guère que dans les Abruzzes où cela se passe bien grâce au dynamisme du parc national. Evidemment il faut mettre en évidence ce bon exemple, car il montre que la cohabitation est techniquement et psychologiquement possible. En France, l'Etat est sensible aux pressions des milieux agricoles, pour des raisons politiques, et aussi aux pressions des chasseurs - Beaucoup trop sensible, c'est cela qu'il faut changer - Quant aux éleveurs français, il y a parmi eux des crétiens, c'est évident, mais aussi des types bien. Comme chez les défenseurs du loup en quelque sorte !*

Univers-nature - **Puisqu'il s'agit d'une minorité "d'empêcheurs de tourner en rond" (principalement les éleveurs), subventionnée par une majorité non-hostile aux loups, pourquoi ne pas leur supprimer les subventions comme le propose l'ASPAS ?**

Jacques Baillon - *Le problème des subventions de l'Etat aux activités économiques non rentables est un problème dont je laisserai chacun juge, car il ne concerne pas que le monde agricole. Le problème particulier des éleveurs est que leur filière professionnelle ne tient le coup que parce qu'elle est subventionnée. Et ce, depuis longtemps, car elle n'est pas compétitive. Tuons tous les loups et l'élevage de moutons en France continuera à se dégrader. Je ne sais pas s'il faut "punir" en supprimant des subventions, mais ce que je sais, c'est qu'il est anormal que ceux qui font depuis le début l'effort de s'équiper (aides-bergers, patou, etc..) soient pénalisés par rapport à ceux qui refusent ces moyens de prévention. Il va bien falloir sortir de cette anomalie un jour ou l'autre. La proposition de l'ASPAS (et aussi celle, identique, de nombreuses associations françaises et italiennes) va peut être faire réfléchir les plus récalcitrants et amènera peut être les leaders agricoles à un peu plus de modération dans leur revendication d'éradiquer totalement le loup.*

Question reçu par email - *Le nombre de loups en France est officiellement faible et les meutes sont petites, alors comment expliquer des attaques si fréquentes et meurtrières ?*

Jacques Baillon - *Cette question doit faire allusion aux moutons qui dégringolent d'une barre rocheuse après avoir été effrayés (pas forcément par des loups d'ailleurs). Ces chutes font effectivement de nombreuses victimes et gonflent les chiffres. Pour des statistiques plus précises, voir l'Info-Loup. Attention aussi à ne pas confondre la fréquence des attaques avec la fréquence des articles "anti-loups" !! Enfin il faut remarquer que les dégâts diminuent, voire disparaissent, lorsque les éleveurs prennent sérieusement en main l'étude des techniques de prévention. Il faudrait aussi pouvoir faire la part des choses, car n'oublions pas que les chiens errants font des ravages considérables (plusieurs dizaines de milliers de moutons par an périssent sous la dent des braves toutous !).*

Le loup est bien souvent un bouc émissaire, désigné à tort comme coupable de tous les maux!

Question reçu par email - *Est-il vrai qu'il y ait un loup dans les Pyrénées françaises ? Si oui, dans ce cas n'est-il pas probable qu'il s'agit d'un animal relâché, les loups vivant normalement en meute.*

Jacques Baillon - *Oui, c'est vrai. Nous avons publié dans notre bulletin "La Gazette de la Meute" un article complet sur cette question, signé par le conservateur de la réserve de Nohèdes où a été certifiée la présence de ce loup. C'est dans les Pyrénées Orientales. Il montre une structure génétique proche du loup italien. On n'en sait pas plus pour l'instant. S'agit-il d'un loup provenant de la population "alpine" actuelle ou d'un loup d'Espagne ? On n'en sait encore rien, du moins à ma connaissance. Vu son comportement, il est peu probable qu'il s'agisse d'un loup relâché. Là encore la presse a été un peu vite en besogne en écrivant, carte à l'appui, qu'il arrivait tout droit des Abruzzes ! Mais le loup se réinstallera un jour davantage dans les Pyrénées, venant d'Espagne ou des Alpes, c'est quasi certain. Ce ne sera évidemment pas une réintroduction (!), mais un retour naturel, dont il faudrait, comme dans les Alpes se préoccuper dès maintenant...*

Question reçu par email - *Que pense le GLF de la suppression systématique des loups trouvés ailleurs que dans les Alpes ?*

Jacques Baillon - *Le plus grand mal. Nous pensons que la protection intégrale du loup doit être effective partout en France, a fortiori dans les zones protégées (type parcs nationaux), qui soit dit en passant ne représentent que quelques % du territoire national. En tout état de cause, la régulation du loup ne peut envisagée, discutée, étudiée, que lorsque des attaques fréquentes surviennent sur des troupeaux alors que les mesures de prévention ont été mises en place et qu'elles ont échoué.*

Question reçu par email - Comment se fait-il que même dans les parcs nationaux naturels, où la faune et la flore sont strictement protégées, on privilégie l'élevage (activité économique, polluante et dégradante à cause de trop grands troupeaux) à la place d'un animal sauvage théoriquement protégé par les parcs.

Jacques Baillon - Cette question pose le problème de l'histoire de la fondation des parcs. Ces parcs nationaux n'ont pas été enfantés dans le consensus général ! Il a fallu faire des concessions par rapport à l'idée de "sanctuaire pour la nature". Donc, depuis le début, le pastoralisme est à sa place dans les parcs nationaux. Il y joue même parfois un rôle positif. Et parfois un rôle négatif (piétinement par exemple). Pour l'instant, il faut que les hommes et la faune cohabitent. Et que nous continuions à défendre bec et ongles nos parcs nationaux et l'éthique qui devrait les animer tous.

Question reçu par email - Pourquoi n'oblige t'on pas les éleveurs à avoir un berger et un chien en permanence avec leur troupeau, en plus cela créerait des emplois ?

Jacques Baillon - Certains le font, d'autres n'ont pas les moyens. Nous avons apporté une petite pierre à l'édifice l'été dernier en proposant à deux éleveurs 6 écovolontaires (bénévoles) pour les aider, en collaboration avec A Pas de Loup. FNE l'a fait aussi, dans le Queyras, avec un aide-berger financé par un emploi jeune. Il y a eu d'autres initiatives que je connais moins. Je crois qu'il y en a eu en Savoie avec des emplois jeunes recrutés par un groupement pastoral. Là évidemment est une des solutions. Mais il faut des sous, de la formation, et surtout la volonté de le faire. Il y a évidemment des tas de jeunes au chômage qui n'attendent que cela !

Question reçu par email - Suite à un voyage en Amérique du Nord, j'ai eu l'occasion de rencontrer des éleveurs et des bergers. Comme pour les éleveurs français, pour eux, un bon loup est un loup mort, mais néanmoins ils protègent généralement leurs troupeaux qui sont immenses et ne déplorent que peu de perte. Pourtant, en plus des loups, ils ont des ours, des coyotes et des pumas !! Enfin, ils ne vivent pas aux crochets de la société, comme nos éleveurs avec leurs subventions. Alors, le problème du loup, et des grands prédateurs en général, n'est-il pas principalement français, et quel que part, l'expression d'un mal-vivre du monde rural ?

Jacques Baillon - Bien sûr, nulle part les éleveurs ne peuvent accepter de gaieté de coeur l'idée de voir leurs troupeaux menacés par des prédateurs. Ensuite viennent les différences de comportements. Ou on braille de manière stérile (comme souvent en France), où on cherche des solutions, comme au Canada ou aux Etats-Unis. Question de mentalité. Quant au "mal-vivre" du monde rural, le loup n'y est pour rien. D'autres ont du mal à vivre, dans les banlieues urbaines par exemple, ou dans les pays pauvres, à qui l'on fait pourtant la leçon en matière de protection de l'environnement.

Un dernier mot sur les éleveurs de moutons : leur revenus sont inférieurs de 45% au revenu des autres agriculteurs. Ce n'est pas à cause des loups. Les syndicats agricoles pourraient peut-être s'occuper de ce problème et organiser la solidarité entre les agriculteurs "riches" et ceux qui survivent. Ce pourrait être un de leurs rôles, non ?

Question reçu par email - A votre avis, au XXIème siècle, la cohabitation entre les grands prédateurs, comme le loup, et une activité humaine importante, est-elle possible et durable ?

Jacques Baillon - Possible, oui. Difficile, oui. Souhaitable, oui. Durable : oui, sinon à quoi bon lutter ?

Question reçu par email - Etes-vous favorable au parc du Gévaudan, et qu'en pensez-vous (ainsi que du projet de parc de vision du Maire de St Martin en Vésubie, à proximité du parc national du Mercantour, ndlr) ?

Jacques Baillon - *Nous préférons les loups en liberté. Mais nous avons des amis dans les parcs de vision comme celui du Gévaudan, de Ste Croix, d'Orlu etc. Il faut reconnaître que cela correspond à une demande du public, et que le discours que tiennent les animateurs de ces zoos modernes est en général bon et favorable à la présence du loup en liberté en France. Il faut se souvenir que le fondateur du parc animalier du Gévaudan, Gérard Ménatory, s'est longtemps battu seul - en précurseur - pour réhabiliter le loup. Et que la présentation de ses loups - même captifs - a contribué à faire bouger les mentalités, alors que les milieux naturalistes traditionnels se désintéressaient de la question du loup.*

En ce qui concerne St Martin de Vésubie, il y aura effectivement un enclos où l'on pourra voir des loups captifs. Mais il y aura surtout un "Centre du Loup" mi-musée, mi-lieu de rencontres et de travail qui devrait participer activement à la réhabilitation du loup. L'idée est de promouvoir une activité "macro-économique" autour du loup. Comme dans les Abruzzes, toutes proportions gardées. C'est donc, a priori une bonne idée.

Univers-nature - Demain, on vous donne carte blanche pour régler le problème du loup, que faites-vous, et pensez-vous réussir ?

Jacques Baillon - *D'abord je fais un discours pour remercier Univers-Nature de m'avoir nommé Ministre du Loup. Ensuite, je trouve de l'argent (il y en a dans les milieux agricoles) pour mettre en place la réforme du pastoralisme. J'associe les éleveurs (financièrement) à la conservation durable du loup et je prends à témoin en permanence l'opinion publique que les loups de France sont placés sous la protection de la population rurale et sous la surveillance des naturalistes. Ensuite, tout baigne...*

Univers-nature - Pour finir, et en prélude à votre conclusion, à la veille de la manifestation du 25 mars à Paris en faveur du loup, êtes-vous optimiste quant à l'avenir du loup en France ?

Jacques Baillon - *Pour l'avenir du loup, difficile de lire dans le marc de café ! Il sera ce que nous en ferons, collectivement. Rendez-vous d'abord le 25 mars, puis le 15 avril 2000. Difficile de faire une conclusion sans trop tomber dans la langue de bois. Je me bornerai à ces deux "petites phrases" :*

- 1. Soyons plus nombreux à défendre le loup, l'ours, le lynx, les oiseaux migrateurs (ou sédentaires) et plus unis. Même s'il y a des nuances entre nous.*
- 2. Ne soyons pas des "écologistes intégristes" perçus par le monde rural comme des missionnaires ou des évangélistes citadins. Ce message ne passe pas dans le monde rural. On peut être compris dans ce milieu si l'on a un discours réaliste et loyal. Mais soyons aussi intransigeants. La protection de l'environnement, loups compris, est un devoir pour tous, citadins et ruraux.*

Source : Univers Nature de mars 2000 <http://www.univers-nature.com/interviews/glf.html>